



Bonjour Staff, merci pour votre confiance. Voici votre e-revue juridique hebdomadaire 100% profilée selon les secteurs suivants :

- Audiovisuel & Cinéma
- Presse & Edition
- Propriété intellectuelle
- Publicité & Marketing
- Numérique & E-commerce
- Image & Photographie
- Données personnelles
- Spectacles vivants

Avec votre accès, vous bénéficiez des services Premium suivants : i) Licence de reproduction de 15 articles / mois sur tous vos supports ; ii) Questions / Réponses juridiques gratuites ; iii) Avocat ? votre référencement sur [Lexsider.com](https://www.lexsider.com) et mise en relation client gratuite.

Merci à tous nos abonnés, récents ou plus anciens qui nous suivent : Europacorp / ARTE TV / Lagardère Active / Groupe La Poste / INA / Ouest France / Vinted....

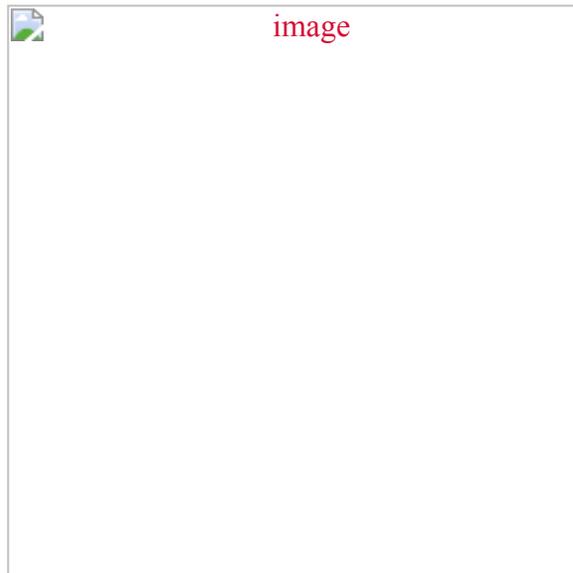
Bonne lecture. La Rédaction

## Audiovisuel | Cinéma

### Obligation de distribuer une chaîne culturelle

Une politique culturelle peut constituer une raison impérieuse d'intérêt général justifiant une restriction à la libre prestation des services. L'obligation imposée aux opérateurs de communication électronique de diffuser une chaîne à vocation culturelle peut être qualifiée de restriction justifiée à la libre prestation de services.

Lire



---

## Audiovisuel : conditions de l'entente illicite



Un distributeur de chaînes ne peut faire qualifier d'entente illicite, la création d'une plateforme commune de distribution en ligne de contenus audiovisuels par ses cocontractants. Un parallélisme des comportements de ses partenaires ne suffit pas à lui seul à qualifier une entente.

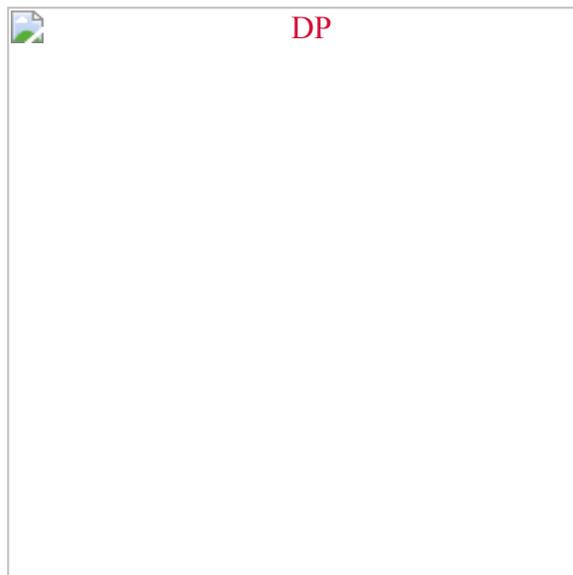
Lire

---

## Clause de Paywall : une pratique anti-concurrentielle ?

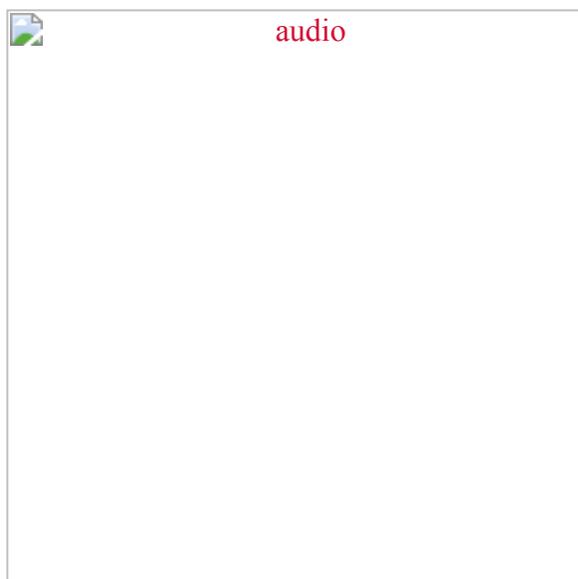
Sur le terrain du droit de la concurrence, la clause de Paywall ne constitue pas une pratique de prix imposé dès lors qu'elle est stipulée dans des conditions générales de distribution (CGD) non négociées. En effet, dès lors que les CGD ont été adoptées de manière unilatérale et n'ont fait l'objet d'aucun accord explicite

Lire



---

## Captation et enregistrement des audiences : l'interdiction perdue



La prohibition de capter des images ou filmer dans une salle d'audience telle que prévue par l'article 38 ter de la loi du 29 juillet 1881 ne constitue pas une ingérence disproportionnée dans les droits garantis par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme. Si, en effet, toute personne a droit à la liberté d'expression

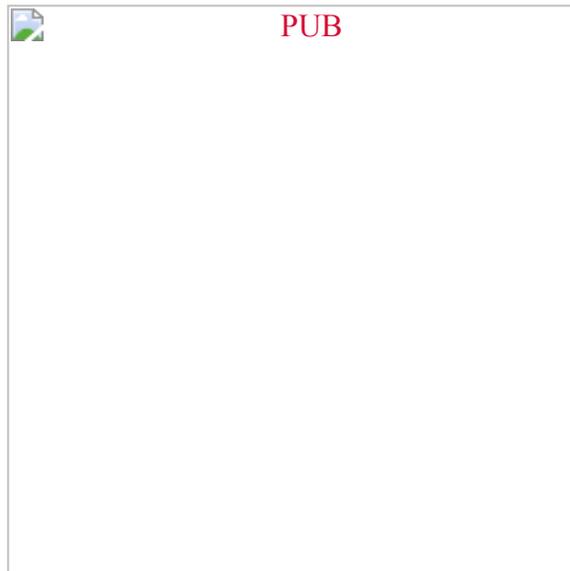
Lire

## Presse | Edition

## Dénonciation calomnieuse : la prescription de l'action

Le point de départ de la prescription de l'action publique du chef du délit de dénonciation calomnieuse se place au jour où la dénonciation est parvenue à l'autorité (exemple : plainte avec constitution de partie civile) ayant le pouvoir d'y donner suite ou de saisir l'autorité compétente.

Lire



---

## Diffamation au sein des organismes non judiciaires



L'immunité en matière de diffamation ne s'étend pas aux commissions qui ont un rôle purement consultatif consistant à donner des avis non contraignants pour les décisions relatives aux carrières individuelles des agents, une commission administrative paritaire ne pouvant être assimilée ni à un tribunal, ni même à une instance disciplinaire.

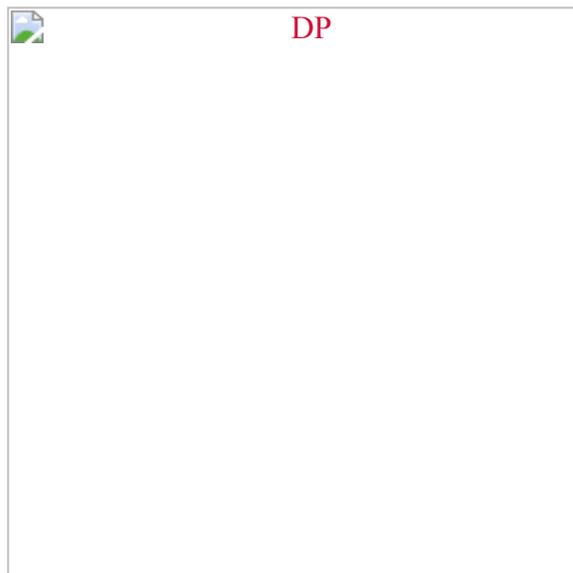
Lire

---

## Diffamation non publique : notion d'animosité personnelle

La diffamation peut être paralysée en établissant sa bonne foi. La preuve de la bonne foi passe notamment par la preuve d'une base factuelle suffisante des faits allégués et l'absence d'animosité personnelle de l'auteur. Les juges ne peuvent pas déduire une animosité personnelle, de nature à priver l'auteur de la diffamation

Lire



---

## Lettre de dénonciation au Procureur de la République



A la différence d'une plainte avec constitution de partie civile déposée entre les mains d'un juge d'instruction, une lettre adressée au procureur de la République, même si elle a la forme d'une plainte ou d'une dénonciation, ne met pas en mouvement l'action publique et ne déclenche pas nécessairement l'ouverture d'une information

Lire

## Propriété intellectuelle

CPI : rupture abusive de relations commerciales inapplicable

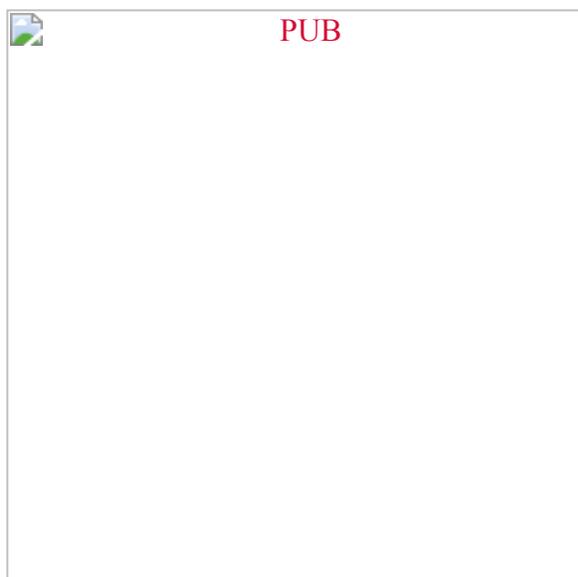
Les relations d'affaires entre les CPI et leurs Avocat ne sont pas des relations commerciales, en conséquence, toutes les dispositions du Code de commerce concernant les commerçants, ne leur sont pas applicables y compris la rupture brutale de relations commerciales établies.

Lire



---

## Marque Laguiole : nouvelle tromperie commerciale



La représentation officielle de la « Marque Laguiole » n'existe pas en tant que telle mais se décline en plusieurs marques dont certaines ont été annulées à ce jour. Les indications portant sur la garantie offerte d'une protection contre la contrefaçon

Lire

---

## Conflit entre marques à l'étranger

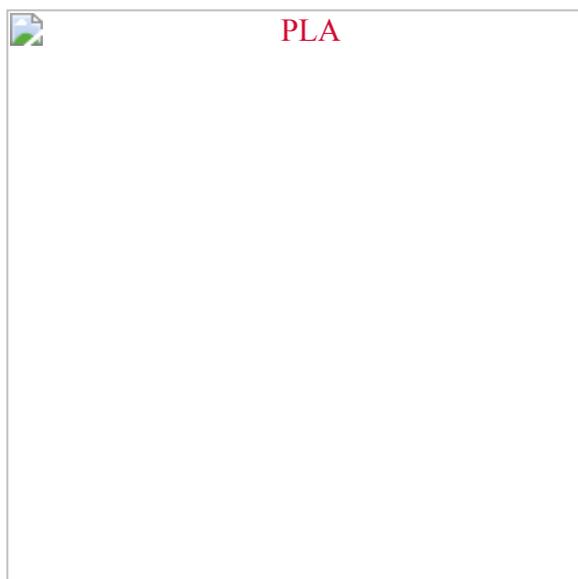
Principe clef du droit des marques : la protection d'une marque est territoriale. Avant la mise en distribution d'un produit en France, sous une marque étrangère, il convient donc de vérifier que ladite marque n'entre pas en conflit avec une marque française.

Lire



---

## Mentions impératives des recours INPI



L'irrecevabilité du recours formé par une personne physique titulaire d'une marque peut être obtenue si le recours ne comporte pas l'ensemble des mentions prescrites par l'article R 411-21 du code de la propriété intellectuelle.

Lire

## Publicité | Marketing

Emailing sans résultats : quelle responsabilité pour le prestataire ?

Thématique : Publicité | Marketing,  
Publicité électronique

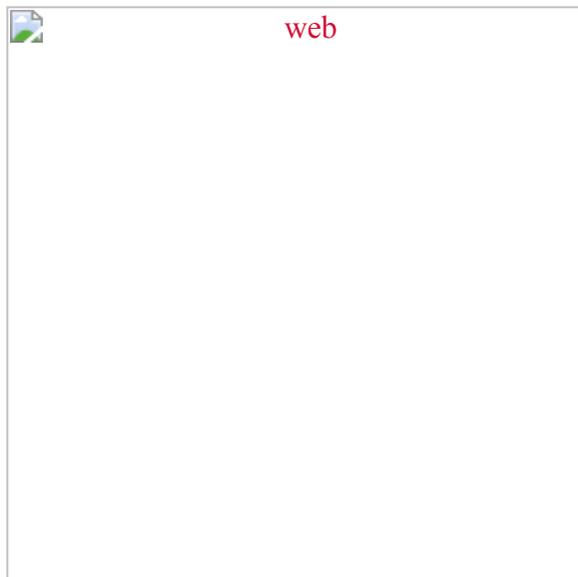
En matière de campagnes par emailing, en l'absence d'engagement contraire, le prestataire n'a aucune obligation de résultat. Il convient également de s'attendre à un faible taux de retour et à l'existence d'adresses fictives de robots-clics.

Lire



---

## Fraude au clic publicitaire : importance du constat d'huissier



Thématique : Publicité | Marketing,  
Publicité électronique

En matière de constats sur internet, il convient de faire appel à une étude d'huissier familière avec ces problématiques, auquel cas, les constats peuvent être dénués de toute force probante.

Lire

---

## Réduction d'impôt pour dépenses de sponsoring

Thématique : Publicité | Marketing,  
Sponsoring | Parrainage

Avant de refuser l'avantage d'un crédit d'impôt pour dépenses publicitaires, il appartient au juge de l'impôt de rechercher si l'avantage publicitaire obtenu par la société ne représente

Lire



---

## Mannequins étrangers : imposition du droit à l'image



Thématique : Image | Photographie,  
Mannequins, Publicité | Marketing

Les mannequins étrangers doivent être vigilants à leurs conditions d'imposition en France en particulier s'agissant de la catégorie des revenus imposés. Une juridiction a remis en cause, à bon droit, le bénéfice du régime dit des « micro BIC »

Lire

## Numérique | E-commerce

### Géolocalisation et vidéosurveillance du salarié

Pour justifier des faits reprochés au salarié (licenciement), l'employeur ne peut faire état d'extraits d'une vidéo-surveillance lors de l'entretien préalable, si le salarié n'a pas été informé individuellement de l'existence de ce mode de surveillance.

Lire



---

## Clonage du PC du salarié : une opération neutre



Le clonage du PC d'un salarié est bien une opération technique neutre. Un salarié, en litige avec son employeur a soutenu en vain que l'employeur avait violé sa vie privée en procédant à une copie intégrale de son ordinateur.

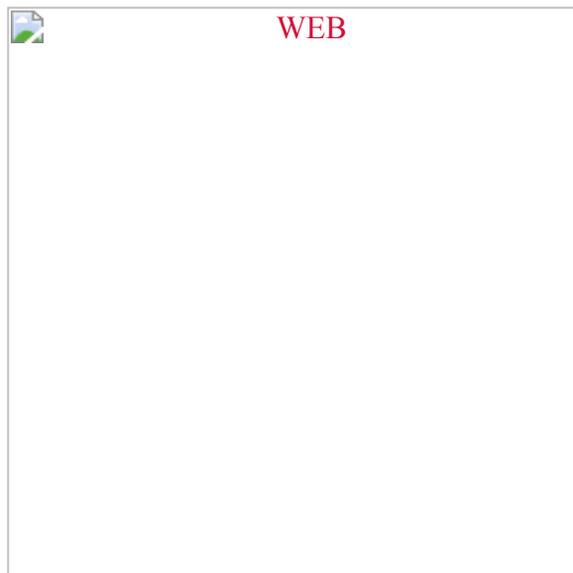
Lire

---

## Écoutes téléphoniques des salariés : possible mais sous conditions

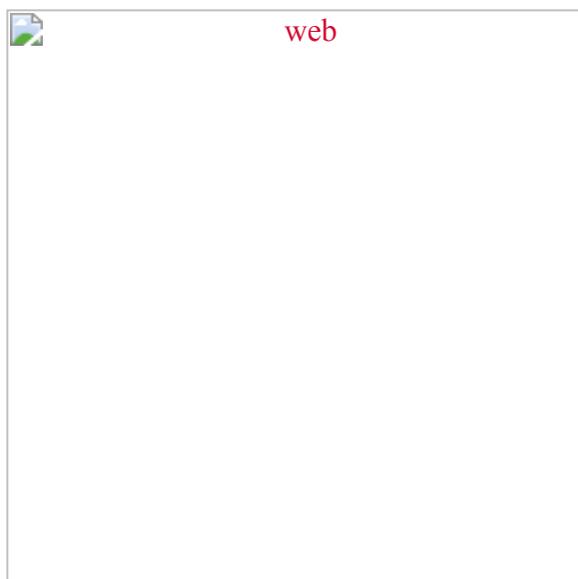
Le principe est d'application transversale : aux termes de l'article L.1222-4 du code du travail, aucune information concernant personnellement un salarié ne peut être collectée par un dispositif qui n'a pas été porté préalablement à sa connaissance

Lire



---

## 50 heures d'appels personnels justifient un licenciement



Attention : appeler abusivement des contacts personnels avec le téléphone professionnel mis à votre disposition par votre employeur peut justifier un licenciement. Les reproches adressés par votre employeur sur les dysfonctionnements qui vous sont imputés, le rappel du lien de subordination et/ou

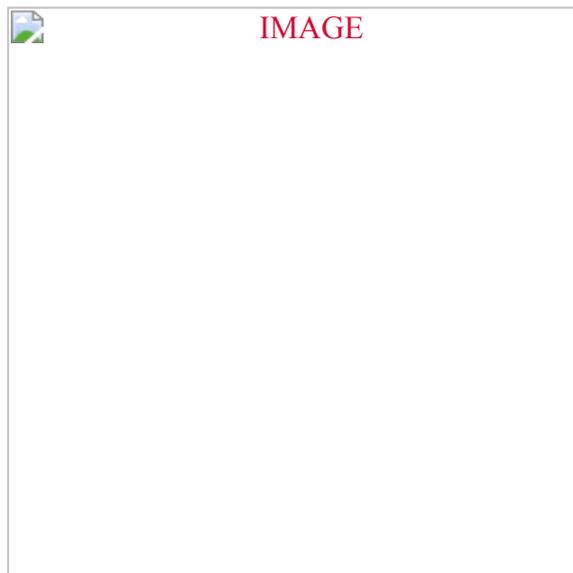
Lire

## Image | Photographie

### Erreur grossière sur l'image d'une personne

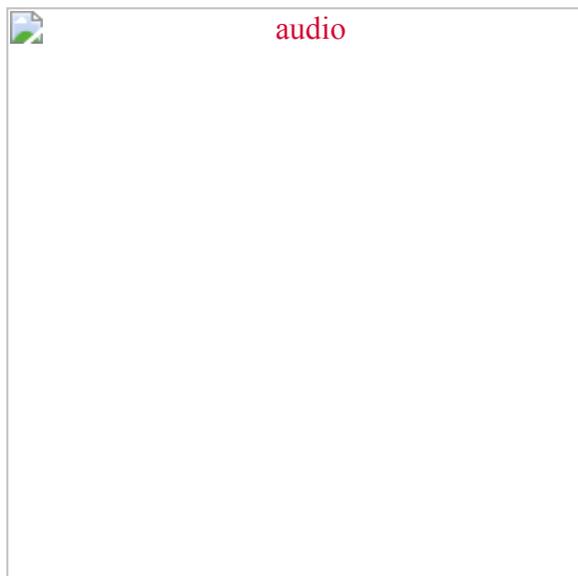
L'erreur sur l'image d'une personne associée à tort à un évènement terroriste peut être réparée sur le fondement de l'atteinte au droit à l'image. Baser son action sur la violation du droit à l'image permet d'échapper à la prescription abrégée de l'article 65 de la loi du 29 juillet 1881.

Lire



---

## Reportages TV : le droit à l'image des personnes



L'autorisation tacite d'être filmé n'est pas possible en toutes circonstances. Les personnes placées en garde en vue ne peuvent s'opposer à la présence de caméras, c'est donc sur ce fondement

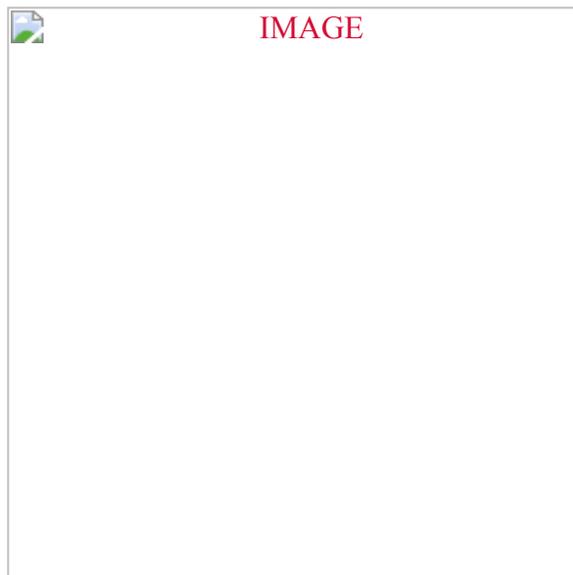
Lire

---

## Photographie du salarié endormi : la date compte

Concernant la captation de l'image du salarié, l'employeur a tout intérêt à horodater ses images. Un employeur a, sur la base de photographie, licencié son salarié surpris à plusieurs reprises endormi à son poste de travail. Or, aucune des photographies

Lire



## Données personnelles | RGDP

### Application « StopCovid » : atteinte aux données personnelles ouverte

Par sa Délibération n° 2020-056 du 25 mai 2020, la CNIL a formulé un avis favorable sur le déploiement de l'application mobile « StopCovid ». Celle-ci vise à informer les personnes utilisatrices qu'elles ont été à proximité de personnes diagnostiquées positives à la covid-19

Lire



## Spectacles vivants

### Régisseur de spectacles vivants : compétence des juridictions administratives

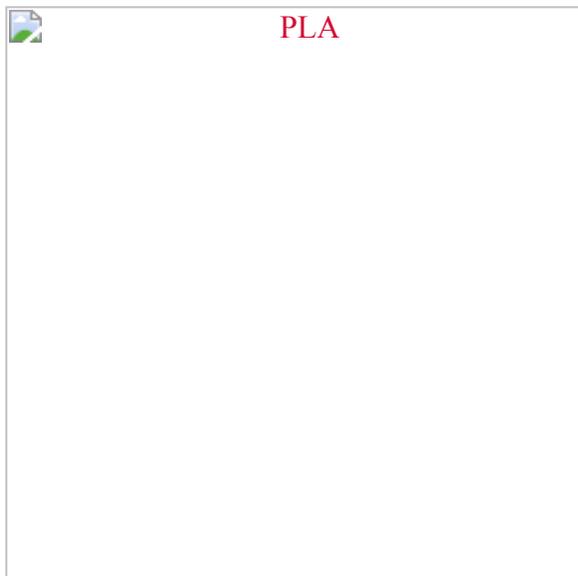
En cas de litige sur ses heures supplémentaires, le régisseur de spectacles vivants recruté par une commune doit s'adresser au Tribunal administratif, les juridictions judiciaires étant incompétentes.

Lire



---

## Location de matériel de spectacles : contester la clause pénale



Les prestataires stipulent presque par usage une clause pénale équivalente à 10% des montants restant dus en cas de rupture anticipée de contrat. Comme illustré par cette nouvelle affaire, cette clause est souvent modérée par les juridictions.

Lire

---

## Les cachets des intermittents sous l'œil de Pôle emploi

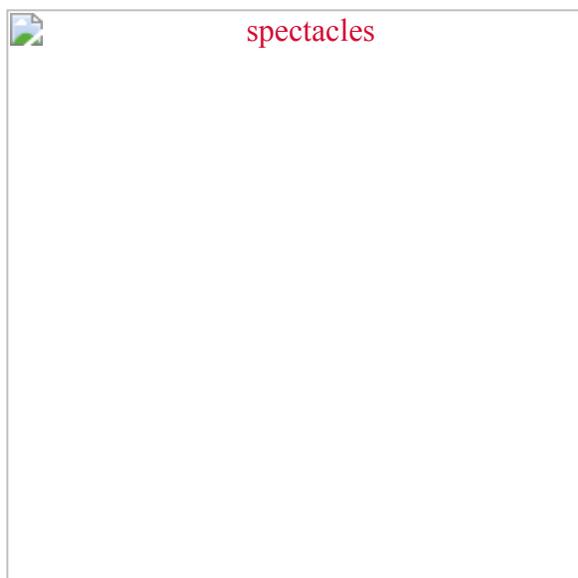
Intermittents, attention à bien calculer vos cachets et durées d'intervention. Avec le rapprochement des fichiers et les incohérences avec les déclarations des employeurs, vous vous exposez à un risque maximal.

Lire



---

## Maladie du comédien : un cas de force majeure ?



La maladie grave d'un artiste ne constitue pas un cas de force majeure lui permettant de se délier de ses engagements si le diagnostic posé ne présente pas en lui-même un caractère irrésistible pour l'exécution de son contrat.

Lire

## Contrats à Télécharger

### CDD de Remplacement d'un Salarié

Modèle de CDD de remplacement d'un Salarié. Le présent contrat est un contrat de travail à durée déterminée conclu dans les conditions des articles L. 1242-1 et s. du Code du travail. Le présent contrat est conclu pour emploi à Temps complet ou à Temps partiel. Il est entendu que le présent contrat n'a ni pour objet ni pour ...

[Lire](#)

---

## Statuts de SASU d'Agence de communication

Statuts d'Agence de communication à télécharger (SASU). L'objet société de l'agence de communication doit être le plus large possible afin de couvrir l'ensemble des activités de communication en ligne et hors ligne et notamment les prestations suivantes : élaborer des plans de communication, segmenter des populations cibles, définir la stratégie médias, concevoir les messages et les moyens de communication pour un client, mettre ...

[Lire](#)

[Unsubscribe](#) | [Manage subscription](#)

ACTOBA | 4 rue Froissart 75003 PARIS 01.44.01.52.51

## Questions / Réponses juridiques de la semaine